

## b) Personnels d'exécution.

MM. Bosney (Lionel), C. G. T.  
 Gruenais (Augustin), C. G. T.  
 Lagain (François), C. G. T.  
 Savina (Dominique), C. G. T.  
 Serano (Georges), C. G. T.  
 Coppin (Louis), C. F. D. T.  
 Deschamps (Roger), C. F. D. T.  
 Fassi (Rémi), C. G. T. - F. O.

Sont nommés membres de la commission nationale de l'emploi de la marine marchande (section Pêches maritimes), sur proposition des organisations professionnelles représentatives des armateurs et des marins :

## 1. Représentants des armateurs.

MM. Besnard (Jean, Maurice).  
 Le Garrec (Paul, Georges).  
 Parres (Alain).

## 2. Représentants des marins.

## a) Officiers.

MM. Gouault (Patrice), C. G. T.  
 Le Bihan (Alfred), C. F. D. T.  
 Bustamente (Sévine), F. F. S. P. M.

## b) Personnels d'exécution.

MM. Gruenais (Augustin), C. G. T.  
 Hanno (Guy), C. F. D. T.  
 Anger (Edouard), F. F. S. P. M.

Commission interministérielle  
du transport des matières dangereuses.

Par arrêté du secrétaire d'Etat aux transports en date du 25 mars 1975, M. Harcouet (Jean), ingénieur au bureau Opérations au secrétariat général à l'aviation civile, est nommé membre de la commission chargée de l'application et de la revision des règlements applicables au transport des matières dangereuses par chemins de fer, par route ou par voie d'eau et à leur manutention dans les ports maritimes.

Par arrêté du secrétaire d'Etat aux transports en date du 25 mars 1975, M. Machon (Jean-Jacques), chef de la division Traitement de l'aviation à la Compagnie nationale Air France, est nommé membre de la commission chargée de l'application et de la revision des règlements applicables au transport des matières dangereuses par chemins de fer, par route ou par voie d'eau et à leur manutention dans les ports maritimes, en remplacement de M. Lafon (Jean).

## Aviation civile.

Par arrêté du secrétaire d'Etat aux transports en date du 27 mars 1975, M. Cabiran (André), ingénieur principal des études et de l'exploitation de l'aviation civile, est admis à faire valoir ses droits à la retraite, sur sa demande, à compter du 5 octobre 1975.

Par arrêté du Premier ministre, du ministre de la coopération et du secrétaire d'Etat aux transports en date du 27 mars 1975, M. Albanel de la Sablière (Maurice), ingénieur principal des études et de l'exploitation de l'aviation civile, est placé en position de détachement auprès du ministre de la coopération, pour servir au Rwanda en qualité de conseiller technique, pour une durée de deux ans à compter du 1<sup>er</sup> février 1975.

Par arrêté du secrétaire d'Etat aux transports en date du 27 mars 1975, M. Lafon (Jean), ingénieur des travaux de la météorologie de classe exceptionnelle, est admis à faire valoir ses droits à la retraite, sur sa demande, à compter du 11 août 1975.

Par arrêté du secrétaire d'Etat aux transports en date du 4 avril 1975, le tableau d'avancement pour le grade d'ingénieur général de l'aviation civile est fixé ainsi qu'il suit au titre de l'année 1975 :

1. M. Bonny (Jean).

Par arrêté du secrétaire d'Etat aux transports en date du 4 avril 1975, M. Bonny (Jean) est nommé à l'emploi d'ingénieur général de l'aviation civile et titularisé dans le grade correspondant dans les conditions suivantes, à compter du 7 février 1975, au 2<sup>e</sup> échelon, sans ancienneté.

## SECRETARIAT D'ETAT A LA CULTURE

Examens professionnels pour le recrutement d'ouvriers professionnels de 1<sup>re</sup> catégorie dans les services extérieurs de la direction des musées de France.

Par arrêté du secrétaire d'Etat à la culture et du secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (Fonction publique) en date du 15 avril 1975, est autorisée en 1975 l'ouverture d'examens professionnels prévus par le décret n° 53-1229 du 10 décembre 1953 pour le recrutement dans les services extérieurs de la direction des musées de France de treize ouvriers professionnels de 1<sup>re</sup> catégorie.

Un arrêté ultérieur fixera les spécialités dans lesquelles pourront se présenter les candidats remplissant les conditions exigées par l'arrêté précité, il fixera également la date des examens, la date limite des dépôts de candidatures et les établissements affectataires.

NOTA. — Pour tous renseignements, les candidats doivent s'adresser au secrétariat d'Etat à la culture (direction des musées de France), palais du Louvre, Paris (1<sup>er</sup>).

## SECRETARIAT D'ETAT AUX UNIVERSITES

## Décret du 21 avril 1975 autorisant la chancellerie des universités de Paris à vendre un immeuble sis à Paris.

Par décret en date du 21 avril 1975, la chancellerie des universités de Paris est autorisée à vendre l'immeuble sis 6, rue de la Sorbonne, à Paris, actuellement occupé par l'institut britannique.

La chancellerie des universités de Paris devra affecter le produit de cette vente aux besoins de l'institut britannique tels qu'ils seront définis par délibération du conseil d'administration de cet institut.

## Création du diplôme d'études universitaires générales mention Sciences et techniques des activités physiques et sportives.

Le secrétaire d'Etat aux universités et le secrétaire d'Etat auprès du ministre de la qualité de la vie (Jeunesse et sports),

Vu la loi n° 68-978 du 12 novembre 1968 d'orientation de l'enseignement supérieur, ensemble la loi n° 71-557 du 12 juillet 1971 aménageant certaines de ses dispositions, notamment son titre IV ;

Vu le décret n° 69-325 du 10 avril 1969 relatif aux instituts régionaux d'éducation physique et sportive ;

Vu le décret n° 70-923 du 6 octobre 1970 relatif aux centres universitaires ;

Vu l'arrêté du 27 février 1973 portant création du diplôme d'études universitaires générales ;

Vu l'avis du conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche,

## Arrêtent :

Art. 1<sup>er</sup>. — Le diplôme d'études universitaires générales, lorsqu'il sanctionne une formation pluridisciplinaire dans le domaine des sciences et techniques des activités physiques et sportives, prend la dénomination de Diplôme d'études universitaires générales, mention Sciences et techniques des activités physiques et sportives.

Art. 2. — Ne peuvent être habilitées à délivrer ce diplôme que les universités comportant un institut régional d'éducation physique et sportive (Ireps).

Art. 3. — La durée totale des enseignements ne doit pas être inférieure à 1 200 heures. La pratique des activités physiques et sportives doit occuper au moins un tiers de la durée horaire globale.

Art. 4. — Au moins 60 p. 100 de la durée totale minimale doivent porter sur les matières obligatoires prévues à l'annexe I ; un tiers de ces enseignements obligatoires est réservé à la pratique.

Au moins 5 p. 100 de cette même durée doivent porter sur l'enseignement des langues vivantes.

Art. 5. — Sur proposition du conseil de l'unité d'enseignement et de recherche en éducation physique et sportive (Ireps), le conseil de l'université définit les enseignements qui, outre les minima ci-dessous fixés, doivent être suivis par les étudiants. Ce choix s'exerce parmi les matières figurant sur la liste prévue à l'annexe II.

Toutefois, le choix de l'étudiant doit se porter, dans les conditions fixées par le règlement de l'université et à concurrence de 10 p. 100 au moins de la durée totale des enseignements, sur des matières